



Les organisations de lutte contre la pauvreté - pointent du doigt la pauvreté croissante en Belgique, renforcée encore par la crise du Covid.

15 septembre

Aujourd'hui, le Réseau belge de lutte contre la pauvreté (BAPN) lance sa publication "[Sortir de l'Endettement](#)". Et en même temps, avec- le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP), le Collectif "Rendre visible l'invisible" (Bxl), et le Netwerk tegen Armoede (NTA), il annonce une vaste campagne de lutte contre la pauvreté à travers tout le pays dans le cadre du 17 octobre, Journée mondiale de lutte contre la pauvreté. Concrètement, ensemble, ils attendent du nouveau gouvernement fédéral (et tous les niveaux de pouvoir) qu'il prenne des mesures préventives et structurelles ambitieuses nécessaires pour réduire la pauvreté, sans quoi cela conduit notamment au problème croissant du surendettement.

Aujourd'hui, ces trois Réseaux et ce Collectif s'associent pour mettre en lumière la pauvreté et les inégalités croissantes tant en Flandre, à Bruxelles qu'en Wallonie. La crise sanitaire et les mesures de confinement ont frappé durement les personnes en situation de pauvreté qui n'avaient pas besoin de cela en plus. Ces personnes sont davantage susceptibles d'avoir des problèmes de santé liés notamment au report de soins, ce qui les rend plus vulnérables au coronavirus ; la fracture numérique entraîne un retard scolaire chez les enfants qui vivent dans la pauvreté ; la perte de revenus ainsi que l'augmentation du prix des produits alimentaires et d'autres biens de base ont conduit à des fins de mois encore plus anticipées ou difficiles ; etc.

Cette crise se surajoute à une crise sociale violente déjà trop bien installée. Selon les derniers chiffres disponibles, avant la crise du Covid 16,4 % de la population belge (plus de 1,8 million de personnes au total !) vivaient dans la pauvreté monétaire. Ce chiffre étant le plus élevé depuis 2005, début du monitoring systématique en Belgique. Toutes les analyses montrent qu'en raison de la crise du Covid, ces chiffres devraient continuer à augmenter !

Les organisations de lutte contre la pauvreté demandent qu'une priorité urgente soit accordée à la lutte contre la pauvreté en inscrivant la réduction des inégalités et l'enrayement de leur croissance au cœur du programme gouvernemental à venir. A partir d'approches localisées, elles demandent toutes des solutions structurelles pour s'attaquer aux causes à l'origine de la pauvreté. Convaincues que sans la voix des personnes en situation de pauvreté, les solutions ne seront pas adéquates, ces organisations placent la participation de celles-ci au centre de leur action. En effet, les décisions politiques ne peuvent être efficaces si les populations vulnérables sont réellement écoutées et considérées comme faisant partie de la solution.

Parce que le lien est évident entre l'appauvrissement structurel et le surendettement, tout comme il l'est entre éliminer la pauvreté et la réduction structurelle du surendettement, l'annonce de la publication "*Sortir de l'endettement*" réalisée par le Réseau belge de lutte contre la pauvreté et celle des Campagnes en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles pour le 17 octobre 2020, Journée mondiale contre la pauvreté, s'imposait sans difficulté.

Vers une solution humaine pour sortir du surendettement



Le thème de la dette est d'une actualité brûlante. En effet, nous pouvons déjà affirmer avec certitude que, tout comme en 2008 après la crise financière, la crise du Covid va encore aggraver le problème de la dette. La perte massive de revenus et l'augmentation des coûts feront qu'il sera difficile pour les groupes cibles précaires de payer toutes leurs factures. Lorsque ces personnes s'enlisent dans leurs dettes, elles peuvent faire appel à un règlement collectif de dettes (RCD) en dernier recours. Cette procédure juridique a été mise en place afin que les personnes ayant un endettement structurel puissent également prendre un nouveau départ. Toutefois, cette procédure présente des lacunes importantes. Le Réseau belge de lutte contre la pauvreté a rassemblé des témoignages et des recommandations des personnes en situation de pauvreté dans le rapport "[Sortir de l'endettement](#)" que l'organisation présente aujourd'hui au grand public. Le Réseau belge appelle les négociateurs fédéraux à utiliser cette publication comme une force motrice et une source d'inspiration pour donner la priorité à la question de l'endettement dans l'accord gouvernemental fédéral et pour donner forme à un RCD humain.

Pour en savoir plus : <https://www.bapn.be/> - <https://www.bapn.be/message/online-conferentie-uit-de-schulden>

Contact de presse: Caroline Van der Hoeven - caroline.vanderhoeven@bapn.be - 0474/55.96.11

Le droit à l'aisance H24 - 7 jours/7 en Wallonie

Pour éviter de s'occuper plus de mesures sanitaires que de lutte contre la pauvreté, le 17 octobre 2020 pas de grand rassemblement massif comme les autres années à Namur. Mais un essaimage d'actions locales à travers toute la Wallonie et ce dès 0h01 jusqu'à minuit ! Des personnes en situation de pauvreté, des associations, des partenaires, etc., réclameront le droit à l'aisance à travers toutes sortes d'animations, et se feront entendre auprès des parlementaires et autres acteurs politiques des différents niveaux de pouvoir sur leur terrain local. Les métiers de l'essentiel, les institutions de l'essentiel, les droits qui permettent l'accès aux essentiels de la vie, le Peuple comme Essentiel, seront mis en lumière de jour comme de nuit tant sur le terrain qu'à travers une plateforme web alimentée en permanence.

La sécurité sociale actuelle, à renforcer, à faire progresser en incluant notamment les dimensions climatiques, à rendre plus juste et inclusive encore, dont il faut éliminer les reculs par l'exclusion de droits, sera abordée comme un élément déterminant pour l'accès au droit à l'aisance. On voit à quel point une sécurité sociale forte et plus d'Etat sont plus qu'utiles pour amortir des conséquences de la crise du Covid. C'est en allant à la rencontre du personnel de nuit invisibilisé, de personnes malades, au chômage, pensionné.e.s, d'indépendant.e.s, d'institutions de santé mentale, de personnes bénéficiaires du RIS, etc. que les militant.e.s du RWLP relieront droit à l'aisance et sécurité sociale.

Plus question de trop peu de tout, plus question d'endettement, mais pour le droit à l'aisance!

Pour en savoir plus : www.rwlp.be - <https://www.rwlp.be/1710/> - Facebook: Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté

Contact presse : Julie Mawet - J.mawet@rwlp.be - 0476/ 96 95 26



Bruxelles : Les problèmes climatiques et environnementaux ne peuvent être abordés que si les personnes en situation de pauvreté font partie de la solution

Les questions du climat et de l'environnement ont reçu moins d'attention en raison de la crise sanitaire, mais cela ne signifie pas pour autant qu'elles aient disparu. Le Collectif "Rendre Visible l'invisible" défend l'idée que tout ce qui contribuera à lutter contre la pauvreté contribuera aussi à lutter contre le changement climatique. C'est dans ce sens qu'il organise différentes actions sur ce thème à Bruxelles le 17 octobre. Ses membres appellent les décideurs politiques à travailler d'urgence sur une nouvelle approche politique qui donne la priorité à une transition juste, sociale et durable. Ils soulignent le fait que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale fait partie intégrante d'une politique climatique et environnementale efficace. En effet, la résolution des grands problèmes sociaux qui appauvrissent la population, tels que l'emploi, le logement, la mobilité, l'accès à l'énergie et à une alimentation saine, et la réalité de la migration, sont une condition impérative d'une transition durable.

Pour en savoir plus : www.1710.be

Contact presse : Antoine Scalliet - antoine.atd@gmail.com - 0485.75.66.82

Flandre : "La pauvreté est un travail pour lequel vous n'obtenez rien en retour".

En Flandre, le revenu et les droits sociaux de groupes vulnérables constituent le thème central de la campagne du 17 octobre. La principale revendication est que les allocations les plus faibles ne soient pas seulement augmentées, mais aussi qu'elles soient beaucoup plus accessibles. Depuis longtemps, les réseaux de lutte contre la pauvreté travaillent ensemble pour l'augmentation des revenus minimum au-dessus du seuil de pauvreté européen. En effet, ceux-ci sont trop faibles et ne permettent pas aux gens de vivre dans la dignité. Het Netwerk tegen Armoede attire également l'attention sur l'exclusion croissante des personnes des systèmes de la protection sociale en raison de toutes sortes de conditions plus strictes. Très souvent, les gens doivent prendre toutes sortes de mesures administratives pour faire valoir leurs droits sociaux. Si cela tourne mal, il y a le "non-take up", non-recours des droits. Les conditions et contrôles sont souvent exagérés et peu significatifs et traitent les gens vulnérables trop souvent de profiteurs. Le problème du non-recours des droits est souvent beaucoup plus important que la fraude sociale.

Dans toute la Flandre, les associations où les personnes pauvres prennent la parole, ainsi que le Netwerk Tegen Armoede, organiseront des actions locales et feront campagne autour de cette revendication.

Gert Van Tittelboom, responsable de la communication: "Avec la campagne nous voulons revendiquer la sous-protection croissante mais également la vision sous-jacente sur les personnes en pauvreté."

Pour en savoir plus : www.17oktober.be - Facebook et Twitter: Netwerk tegen Armoede

Contacts presse: Gert Van Tittelboom - 0478 395 704 - gert.vantittelboom@netwerktegenarmoede.be